

Seybou SOUMEILA
Docteur en Histoire
des Relations
internationales FLSH
- UAM
seysoum1976@
gmail.com

Impact socio-économique de l'exploitation de l'uranium au Niger de 1971 au milieu des années 1990

Socio-economic impact of uranium mining in Niger from 1971 to the mid-1990s

Résumé

L'histoire économique du Niger est marquée à partir du début de la décennie 1970, par un apport important de l'uranium dans l'économie nationale. La contribution de ce minerai dans les produits d'exportation du pays a été exceptionnelle surtout entre 1971 et 1975, faisant passer le budget national, respectivement de 9,9 milliards FCFA à plus de 15 milliards de FCFA. L'uranium a alors joué un rôle de premier plan dans le développement socioéconomique du Niger au cours de cette période. Cependant, du fait de la baisse du prix du kilogramme du minerai uranifère sur le marché international et des effets néfastes du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) imposé par les institutions financières internationales au Niger, l'impact de l'exploitation de l'uranium dans l'économie du pays est devenu insignifiant à partir de la fin des années 1980.

Mots clés : Impact socioéconomique, exploitation, uranium, Niger.

Abstract

Niger's economic history has been marked since the beginning of the 1970s by a significant contribution of uranium to the national economy. The contribution of this mineral to the country's exports was exceptional, especially between 1971 and the mid-1980s. Uranium played a major role in Niger's socio-economic development during this period. However, due to the drop in the price per kilogram of uranium ore on the international market and the negative effects of the Structural Adjustment Program (SAP) imposed on Niger by international financial institutions, the impact of uranium mining on the country's economy became insignificant starting in the late 1980s.

Key words: Socio-economic impact, exploitation, uranium, Niger.

Introduction

L'élaboration de cet article nous a amené à adopter une démarche structurée en trois étapes dont la recherche documentaire¹, les enquêtes orales menées auprès de certains anciens ministres des Mines et le traitement des informations obtenues. Ces enquêtes nous ont permis de recueillir des renseignements assez édifiants sur plusieurs points importants qui ont rendu plus explicites certaines informations obtenues des recherches documentaires.

Les travaux de recherches menés, à travers les différentes approches, permettent de comprendre une partie importante de la contribution du minerai uranifère sur l'évolution socio-économique du Niger postcolonial.

Cependant, nombre de ces travaux ne donnent que des informations fragmentaires sur l'impact socioéconomique de la production de l'uranium dans l'économie nationale. Or, durant ces dernières années, la situation de l'Afrique en général et du Niger en particulier, est surtout dominée par les questions économiques. Il n'existe dès lors aucune étude historique consacrée spécifiquement à l'impact socioéconomique de l'exploitation de l'uranium au Niger. Notre étude vise à combler ces insuffisances.

Notre souci à travers cette étude, est de faire comprendre à nos lecteurs, les principaux enjeux socio-économiques qui ont marqué l'exploitation et la commercialisation de l'uranium au Niger au cours de la période considérée.

Les retombées issues de l'exploitation de l'uranium, ont été déterminantes dans l'évolution du cadre macro-économique national de 1971, au milieu de la décennie 1990. Nous essayerons ainsi, de faire ressortir les retombées de l'exploitation de l'uranium dans l'évolution socioéconomique nationale. Dès lors, on peut affirmer que les politiques publiques initiées par l'État à la faveur de la production uranifère ont permis de satisfaire le mieux-être des populations. Par ailleurs, après avoir traité et recoupé les différentes informations, nous avons établi un plan structuré autour de trois points abordés ci-dessous.

1. La contribution de l'uranium dans les produits d'exportation du Niger de 1971 à 1995

Depuis la fin des années 1950, les autorités françaises, dans l'objectif de s'assurer une indépendance en énergie nucléaire et de la dissuasion de la bombe atomique, ont procédé dans certaines colonies africaines, à des recherches intenses sur l'uranium (Etude du ROTAB, 2014, p.70). C'est pourquoi, entre 1955 et 1956, des géologues envoyés à partir de Dakar (où se trouvait le siège de l'A.O. F), ont parcouru le massif de l'Aïr (situé dans le nord du Niger), à la recherche des gisements d'uranium (Yachir, 1987, p.36). Ces recherches ont abouti à la découverte des indices uranifères à Arlit, à Akokan, à Azelick, à Madaouela, etc. (tous situés dans l'Aïr) entre 1957 et 1965, conduisant ainsi à la création de la

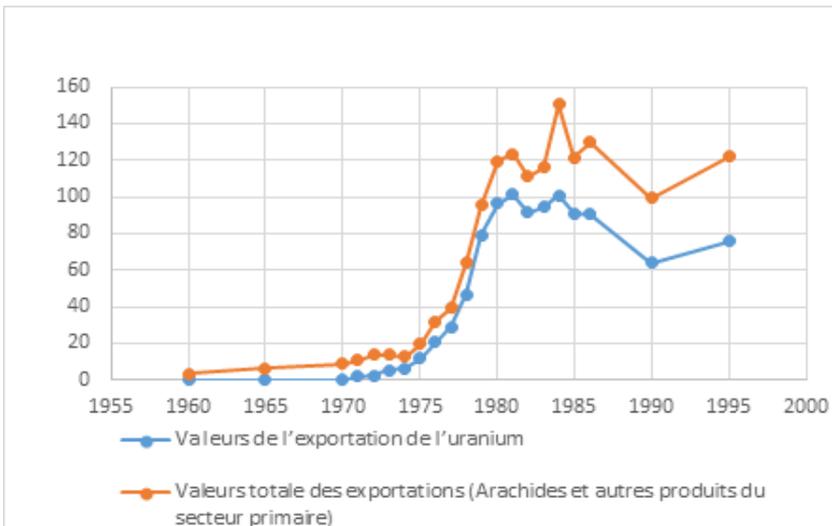
1 Notons que nous avons effectué la recherche documentaire au niveau des Bibliothèques du Ministère des Mines, du Centre culturel franco-nigérien, de l'Institut des Recherches en Sciences Humaines et de la Faculté des lettres et Sciences humaines.

Société des mines de l'Air (SOMAÏR) et de la Compagnie minière d'Akouta (COMINAK) respectivement en 1968 et en 1974, en vue de l'exploitation de l'uranium au Niger (Baulin, 1986, p 102 et Grégoire, 2011, p. 208).

Dès 1966, Hamani Diori² nourrissait un immense espoir à la matérialisation des promesses du sous-sol nigérien (Baulin, 1986, p.101). Dès le début de la décennie 1970, l'économie du Niger a connu une amélioration significative grâce aux conditions climatiques favorables qui ont suscité une croissance rapide du secteur rural ; ainsi qu'une amélioration conséquente des recettes d'exportation de l'uranium dont la mise en exploitation a commencé au cours de l'année 1971. L'uranium était alors considéré comme la seule richesse capable d'assurer un véritable décollage économique et social du Niger, loin devant l'agriculture³. La crise pétrolière amorcée en 1973 a eu comme conséquences un recours massif des grandes puissances à l'uranium, désormais devenu le principal produit de substitution au pétrole. Les recettes d'uranium ont généré d'importantes ressources financières qui ont amélioré les conditions de vie des populations.

Sous la base du graphique ci-dessous, nous essayons de faire une analyse comparative entre l'exportation du *Yellow Cake*⁴ nigérien et celle des autres produits (l'arachide, les cuirs et peaux, la viande d'animaux, etc) entre le début des années 1970 et le milieu des années 1990.

Graphique illustrant l'évolution de la contribution de l'uranium dans les produits (arachides et autres produits) d'exportations du Niger, en Milliards de FCFA entre 1971 et 1995



Réalisé par Boubacar Adamou et Soumeila Seybou, le 09/09/2019

² Diori Hamani fut le premier Président du Niger (1960-1974).

³ Depuis son accession à l'indépendance jusqu'au début des années 1960, l'économie nigérienne était dominée par une agriculture de subsistance occupant plus de 80% de la population active et de la commercialisation de l'arachide.

⁴ *Yellow Cake* est une expression en Anglais qui signifie en Français le métal jaune.

La figure ci-dessus représente un graphique traduisant les variations des valeurs d'exportation des produits agricoles et celles obtenues de l'élevage entre 1960 et 1971. Une analyse des exportations de ces produits (l'uranium, les produits arachidières et animaux) fait apparaître deux tendances différentes. La première tendance en couleur rouge claire traduit l'évolution des valeurs d'exportation de l'ensemble des produits composés de l'arachide, des cuirs et peaux, et autres produits sans l'uranium. De 1960 à 1970, les exportations totales des produits (sans l'uranium) ont évolué entre 3,5 milliards et 8,8 milliards de FCFA (Talba, 1990, p. 114). En 1970 les produits arachidières (arachides, huile et tourteaux) représentent en valeurs les deux-Tiers des exportations et les produits animaux (bétail sur pied, viande, cuirs et peaux) en occupent 20% (Murgue, 1976, p. 49 et Sahel hebdo numéro Spécial 3 Août, 1978, p.49). En fournissant plus de 60% des recettes d'exportation du pays jusqu'au début des années 1970, l'arachide a été le moteur essentiel de l'économie du Niger (Afrique Magazine, 2010, p.10). Dès les années 1971-1972, l'uranium a pris le relais de l'arachide et les produits animaux, avec une valeur d'exportation qui variait entre 20% en 1971 et 80% en 1979, assurant un meilleur équilibre de la balance commerciale du Niger (Mahamane Mansour, 1999, p.35). Du fait des famines des années 1974 et 1984, l'agriculture qui occupe jusqu'à 75 % du PIB du pays en 1960, a chuté à 35% en 1984 (Afrique Magazine, 2010, p.10). Elle indique aussi les exportations de l'uranium entre 1971 et 1995

Les revenus générés par l'exportation de l'uranium sont passés au cours de l'année 1975 à 14 milliards de FCFA contre 5,6 milliards pour les produits arachidières qui se classent en deuxième position et 102 milliards en 1982 (Hamadou, 2011, p 19). Des données statistiques fournies par le Ministère du plan ont permis de constater que cette nouvelle donne, impulsée par les importantes retombées d'uranium, ont largement transformé la situation économique du Niger où le PIB par tête d'habitant a triplé entre les décennies 1970 et 1980. Après le stock d'importantes quantités du minerai réalisé par les grandes puissances industrialisées, les cours du pétrole ont triplé, pendant que ceux de l'uranium ont presque quintuplé (Boulouvi, 2007, p. 290). On assiste aussi à une progression importante des exportations et des recettes fiscales réalisées dans l'exportation de l'uranium, respectivement de 20 % et de 28% par an au cours de ces deux décennies. Cette évolution économique favorable au développement du pays, a permis à l'État de réaliser un programme d'action basé en grande partie sur une autosuffisance alimentaire qui se veut durable. Les exportations ont enregistré au cours de 1984 le plus important chiffre d'affaire de la décennie 1980, où elles ont rapporté plus de 150 milliards de FCFA dont 100,6 milliards pour l'uranium exclusivement (Mahamane Mansour, 1999, p.35). Les recettes d'uranium sont redescendues à 63,71 milliards de FCFA à la fin de la décennie 80, avant de remonter relativement à 75,57 milliards de FCFA durant l'année 1995.

De 410 tonnes en 1971, la production d'uranium nigérien est passée à 4129 tonnes en 1980 et, est remontée à 4350 tonnes en 1981 et les chiffre de vente ont

passé de 19,6 à 131,7 milliards de FCFA entre 1975 et 1981, représentant ainsi, plus de 70% des recettes d'exportation et 5,8% du PIB du Niger en 2010 (Antil, 2014, p.11, Salifou, 1998, p. 289 et Tinguiri, 1990, p. 76).

Il ressort de ce que nous venons d'exposer que les retombées issues de l'exportation de l'uranium n'ont commencé à être plus importantes que les autres produits qu'à partir du milieu des années 1970. En effet, l'exportation uranifère n'a véritablement contribué de manière continue, au rehaussement du budget annuel de l'État surtout qu'entre 1975 et 1980. Les exportations des produits d'élevage qui étaient en deuxième position avant la mise en exploitation de l'uranium, sont reléguées en troisième place à partir de l'année 1971. L'exploitation de l'uranium a en outre, eu un impact important sur l'évolution socioéconomique du Niger depuis les années 1970.

2. Contribution de l'uranium dans le développement socioéconomique du Niger

La flambée des prix du pétrole du début de la décennie 1970, a stimulé la demande en uranium pour les programmes nucléaires civils et militaires (Rapport de l'OCDE, 2014, p.15). Cette situation a créé les conditions favorables à un *Boom*⁵ de l'uranium qui a eu un impact assez positif sur l'économie nigérienne. Il s'agit de voir si les politiques économiques mises en place, à la faveur de l'exploitation de l'uranium, ont permis de satisfaire les besoins des populations en termes d'alimentation, d'éducation, de santé, de logement, d'emploi, de redistribution des revenus, etc. Pour ce faire, nous allons aborder l'impact de l'exploitation de l'uranium dans l'évolution socioéconomique du Niger.

La situation économique du Niger depuis le début des années 1970, est caractérisée par un apport important de l'uranium en devises. Avec la découverte des gisements d'uranium dans la région d'Agadez, notamment à Arlit et à Akokan, depuis les années 1960, suivie de leurs mises en exploitation, dans les années 1970, l'uranium était devenu le plus important pilier de l'économie nationale et principal moteur de son développement. Au cours de l'année 1975, l'uranium a rapporté 3 milliards 950 millions de francs CFA au Niger, soit 1/5 du budget national, et est passé de 5100 francs CFA à 10.000 francs CFA le kg (Adamou, 1979, p. 260). Ainsi, les relations entre le secteur des industries extractives et le développement des pays surtout du Tiers-monde sont complexes. C'est pourquoi la relation entre le développement et l'exploitation des minerais, est le plus souvent abordée par deux situations différentes : celle de la gouvernance (ou la gestion) des ressources minières, et les liens qui existent entre le secteur extractif et le reste de l'économie d'un pays.

Les retombées obtenues de l'exploitation du *Yellow Cake* représentent dans la décennie 1980 entre 40 et 50% du budget de l'État, 70% de la valeur des exportations et 100% des ressources du Fonds National d'Investissement

⁵ Ce mot correspond à une période au cours de laquelle le prix du kg de l'uranium connaît une montée fulgurante sur le marché international.

estimé dès l'année 1976 à 3 405 800 000 FCFA (Koutoudi, 1983, p.92). L'exploitation de l'uranium a permis aux pouvoirs publics de renforcer leur capacité d'intervention dans les autres secteurs de l'économie nationale. Celle-ci a aidé pour une courte période, à la rationalisation du budget de l'État dans sa politique de développement national. La croissance continue de ce budget entre 1970 et 1975 traduit l'importance économique de ce minerai pour le pays : 9,953 milliards en 1970 ; 10,806 milliards en 1971 ; 10,935 milliards en 1972 ; 13,097 milliards en 1973 ; 14, 267 milliards en 1974 ; 15,315 milliards pour l'année 1975 (Spécial 3 Août, 1978, p.21). Si le budget national n'a pas connu une augmentation conséquente au cours des années 1971 (début de la mise en exploitation de l'uranium de la SOMAÏR) et 1972 par rapport à celui de l'année 1970, les budgets des années 1973, 1974 et celui de 1975 ont par contre enregistré des augmentations annuelles moyennes avoisinant les 1,5 milliard de FCFA.

Le budget de 1974 que nous avons pris en Avril à un peu plus de 17 milliards 200 millions de francs, [...] a été non seulement exécuté de façon équilibrée, mais avec encore une augmentation de l'ordre de 400 millions de francs en fin d'exercice [...]. Et voilà que pour 1975, nous roulons sur plus de 20 milliards 800 millions de francs [...]. Et bien sûr en revalorisant dans le sens que vous savez le prix de notre uranium.⁶

Cette progression est rendue possible grâce à l'augmentation des recettes tirées de l'uranium qui sont passées de plus de quatre milliards de FCFA du fait du doublement de la participation de l'État au capital de la société, passant ainsi de 16,75% à 33% (Le Sahel n°388 du 4 Août 1975, p 7). Cette augmentation intervient dans un contexte de politique de [nigérisation]⁷ de l'économie du pays qui doit passer par un monopole d'État, matérialisé par une augmentation conséquente des participations publiques dans les entreprises privées et de la promotion des petites et moyennes entreprises (Taton, 1978, p. 25). Conformément aux retombées espérées de l'uranium et des fonds obtenus auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux, un plan triennal (1976-1978) a été conçu afin de réaliser un investissement de 135 milliards de FCFA dont 87, 4749 milliards pour les investissements publics et 47, 8069 millions pour les investissements parapublics semi-publics et privés (Taton, 1978, p. 28).

Parallèlement, le Fonds National d'Investissement (FNI) qui a été créé depuis 1972, c'est-à-dire un an après la mise en exploitation du gisement d'uranium de la SOMAÏR continue d'être financé en grande partie grâce aux retombées issues de l'exploitation de l'uranium.

Mounkeïla Harouna⁸ précise que le FNI a été créé grâce à la volonté du Président Pompidou dans l'objectif de contourner la revalorisation du prix de l'uranium par un versement annuel de 5 milliards de FCFA à l'État du Niger, par

⁶ Le Sahel n°388 du 4 Août 1975, p 7.

⁷ Ce mot désigne un processus conduisant à mettre l'économie nationale sous un contrôle total de l'État du Niger.

⁸ Interview du 09/12/2018 à Niamey.

le biais du Commissariat général au développement, une institution française de l'époque. En effet, ce fonds qui est réparti en deux tranches, est composé du versement d'une première tranche de 3 milliards de FCFA avant le 1^{er} octobre qui correspondait au début de l'année budgétaire, tandis que les 2 milliards sont mis en attente pour être éventuellement versés vers la fin de l'année budgétaire qui a lieu à l'époque, chaque 30 septembre de l'année.

Le fonds qui devait en outre être issu des ressources publiques propres de l'État, a été de l'ordre de 18,5 milliards de FCFA, soit environ 21% des investissements publics prévus durant l'année 1976 (Tinguiri, 1990, p.76). Pendant que les investissements parapublics, semi-publics et privés étaient financés par le programme triennal (1976-1978) à travers un appui financier conséquent des entreprises privées et également par les sociétés minières. À la même période, les investissements destinés au développement du secteur minier et industriel s'élèvent à 19. 505, 9 millions de FCFA. Les investissements pour le bitumage de la route Tahoua-Arlit, dite « route de l'uranium » sont inscrits pour 15 milliards et proviennent du financement des sociétés participant à l'exploitation ou à la prospection de l'uranium.

À partir du milieu des années 1970, l'exploitation de l'uranium a permis à l'État du Niger d'effectuer d'importants investissements dans le domaine des infrastructures notamment les infrastructures socio-éducatives, administratives, sportives et culturelles telles que les écoles, les dispensaires, les routes, etc. Parmi les secteurs qui ont bénéficié des investissements importants de l'État, il y a surtout l'éducation dont le budget a été multiplié par quatre en trois ans c'est-à-dire entre 1976 et 1979 (Grégoire, 2011, p.41). Le boom d'uranium a permis ainsi de financer vers la fin de l'année 1976, certains secteurs clés de la vie socioéconomique nationale. Dans le domaine socioculturel, l'on assiste à un investissement de 7,3 milliards de FCFA (Grégoire, 2010, p.25). Il s'agit notamment de l'ensemble de l'éducation-formation de la jeunesse qui reçoit 5,480 milliards dont 580 millions pour les investissements (FNI). Cette somme comprend notamment le budget alloué à l'éducation (3,380 milliards), à la jeunesse (147 millions de FCFA), au paiement des Bourses et allocations (635 millions) pour les élèves et étudiants, et environ 600 millions attribués sous forme de subventions et contributions par le ministère des finances dont 318 millions pour l'Université de Niamey, représentant ainsi, à plus de 20% du budget national, (Azam, 1993, p.202). Quant au secteur de la santé, il bénéficie de 1,850 milliard de francs CFA d'investissement (FNI), 306 millions sont transférés aux arrondissements. L'alimentation en eau et l'électrification rurale bénéficiaient de 183 millions de FCFA pour les investissements (Spécial 3 Août, 1978, p. 21).

Les activités économiques bénéficient en outre, d'un appui de l'ordre de 3,8 milliards dont 2,5 milliards consacrés à des activités directement productives soit environ 10% du budget annuel du pays, ainsi que le domaine de l'agriculture qui bénéficiait de 1,850 milliard. Cet ensemble comprend le budget du ministère de l'économie rurale et de l'environnement avec 994 millions

dont 613 millions pour les dépenses du personnel, 570 millions du FNI et 285 millions de subventions du ministère des finances pour la création de l'Institut national de la recherche agronomique. Au cours de l'année 1976 le ministère des travaux publics reçut 1,164 milliard de FCFA dont 702 millions pour l'entretien des routes et 276 millions pour les travaux neufs (routes et ponts), alors que le secteur minier bénéficia de 448 millions sur lesquels 117 millions étaient inscrits au titre du budget général de l'État.

Le *boom* de l'uranium du milieu des années 1970 au Niger, constitue un exemple dans lequel les revenus tirés de l'industrie minière, ont été investis pour consolider les autres facettes de l'économie. Le régime du Conseil militaire suprême (C.M.S) a profité des retombées issues de l'exploitation de l'uranium pour réaliser de grands travaux d'infrastructures. Les retombées réelles de l'exploitation de l'uranium dans le pays se résumaient à la réalisation de la route de l'uranium, le bitumage de la route nationale numéro1 : la route Tillabéri-Diffa longue de 1200 km, celle de Dosso-Gaya, etc. En bref, de 1975 à la fin des années 1980, ce sont environ 3000 km de routes qui ont été bitumés grâce aux investissements provenant de l'uranium, à travers le FNI⁹.

Sur le plan agricole, les retombées tirées de l'exploitation de l'uranium ont permis de réaliser des investissements en vue de la mise en valeur de la vallée de l'Irazher, la création de l'Institut National des Recherches Agronomiques du Niger (INRAN) dès 1975 et celle de l'Office National des Aménagements Hydro- Agricoles (ONAHA) en 1978 qui a permis la réalisation de plus de 6 000 hectares d'aménagements hydro-agricoles (Koutoudi,1983,p. 94)¹⁰. La construction de plusieurs bâtiments abritant certains ministères, a été effectuée grâce aux revenus tirés du boom de l'uranium entre 1975 et 1980. Ce sont entre autres : les Ministères des Affaires étrangères, de l'Enseignement supérieur, du plan et de la Fonction Publique. Des bâtiments administratifs comme le siège de la BCEAO au Niger, le Palais des Congrès, le stade Général Seyni Kountché, le palais des sports, le Centre Culturel Oumarou Ganda (CCOG), la SONARA 2, les huit maisons des jeunes et de la culture situées au niveau de toutes les régions du Niger, l'ONAREM (Office National des Recherches Minières), la BDRN (Banque de Développement de la République du Niger), etc., ont également été construits grâce aux revenus tirés de l'uranium. L'exploitation de l'uranium a permis aussi la construction de quelques infrastructures sociales (hôpitaux, puits, dispensaires, écoles, universités, etc.), routières et de télécommunication à travers toute l'étendue du territoire national (Grégoire, 2010, p.211). Les recettes d'uranium ont permis au Niger de se doter d'une télévision nationale en couleur en Avril 1978, grâce à un investissement de 17 milliards de FCFA¹¹. La réduction de moitié, puis la suppression totale de l'impôt fiscal, en vue d'améliorer le

9 Entretien avec Mahaman Malam Annou, le 09 décembre 2018, à Niamey.

10 Et interview avec Annou Malam Mamane, le 09/12/2018

11 Entretien avec Mahaman Malam Annou, le 09 décembre 2018, à Niamey

NB : Il fut Secrétaire d'État au plan depuis le mois de juin 1974, puis Ministre du plan jusqu'en 1983, il fut chargé par le Président Kountché du décaissement de la somme qui devait servir à la création de cette institution.

niveau de vie déjà précaire des populations du fait des aléas climatiques, est une parfaite illustration de l'impact positif de l'exploitation de l'uranium sur la vie des populations nigériennes. Comme impact positif de l'exploitation de l'uranium, on peut énumérer l'augmentation du S.M.I.G et des salaires des fonctionnaires qui ont presque triplé entre 1970 et 1978, ainsi que la réalisation de l'assainissement de toutes les grandes villes du Niger. Sur un tout autre plan, le P.I.B a été multiplié par cinq de 1974 à 1980 et les ressources du Fonds National d'Investissement ont passé de 2,2 milliards en 1972 à 20 milliards en 1980. Le Niger contemporain doit beaucoup à ses gisements d'uranium (18,6% des réserves mondiales) : création d'emplois, d'infrastructures de transport, production d'énergie, développement d'un pôle d'activités et d'occupation de l'espace national au nord, et une contribution importante au budget de l'Etat (Découdras, 2007, p. 90). La part de l'uranium dans cette économie n'a guère dépassé en 1980 25% du P.I.B, alors qu'elle n'était que de 19,30% en 1975, suivant un taux de croissance annuel moyen de 14,1% ; bien que la progression devienne plus lente depuis 1977 (Franconi, 1984, p.10). Mais les exportations étaient de 80% et 50% des recettes de l'État en 1982 (Grégoire, 2011, p. 211). Au Niger, le *boom* de l'uranium entre 1975 et le début des années 1980 constitue un exemple dans lequel les revenus issus de l'industrie minière, ont été investis pour consolider les autres domaines de l'économie nationale.

Dans le domaine de l'emploi, la région d'Agadez est la première à bénéficier de l'exploitation de l'uranium. La fonction de redistribution dans cette région s'est considérablement accrue avec la création de plusieurs nouveaux centres à Arlit, à Madawéla et à Akouta. En 1980, l'année à laquelle est intervenue la construction de la route de l'uranium, celle-ci a coûté jusqu'à 32 milliards de FCFA (Adamou, 2017, p.3).

À travers le journal "le Niger" (quotidien gouvernemental), le nombre des salariés espéré de la production d'uranium de ce gisement au début des années 1970, était estimé entre 800 et 3000 personnes¹². Les mines de la SOMAÏR et de la COMINAK, ont employé dès le début des années 1980, près de 3000 salariés en moyenne, toutes catégories confondues.

Si les difficultés furent nombreuses pendant la grande sécheresse de 1973-1974, le taux annuel de croissance fût cependant rapide jusqu'en 1980 (8% par an en moyenne); le prix de l'uranium fut multiplié par cinq et la production par quatre, mais la politique de recyclage des pétrodollars à partir de 1973, et les concours accrus des banques commerciales firent entrer le pays dans une spirale d'endettement ; l'appel au financement extérieur s'accrut de 560 % entre 1970 et 1980 (Vircoulon, Pèlerin et Siryl, 2010, p.10). Entre 1976 et 1980 les dépenses publiques du Niger ont connu une augmentation beaucoup plus forte que celles des recettes (et des dons), puisqu'elles augmentent de 185%, contre 154% pour les recettes (Tinguiri, 2007, p.77). Cette croissance plus rapide des dépenses entraîne l'apparition d'un déficit public qui atteint 25,2 milliards de francs en

¹² Le journal "le Niger" n°12 du 02 Mars 1970, p 3.

1980 soit 4,7% du PIB, contre seulement 1,82% en 1977 (et une moyenne de 2% entre 1976 et 1979), en 1981, ce déficit représente 10 % du PIB. Or, l'État est dans l'impossibilité d'honorer ses créances lorsque l'effondrement du cours d'uranium en 1982 se conjugue à une hausse des taux d'intérêt (Afrique Magazine, 2010, p.10). Ce qui fait qu'au cours de cette dernière année, l'endettement a conduit le pays à un service de dette extérieure qui se chiffrait à 22 milliards de francs CFA, soit environ 30 % du budget annuel du pays, et enfin une dette extérieure évaluée à 1,6 milliards de dollars représentant plus de 104 % du PNB en 1994 (Minvielle, 2000, p:55). Contraint aux ajustements structurels, le Niger passe alors sous la coupe du FMI entre les années 1983 et 1998 durant lesquelles la croissance économique du pays n'a été que de 1,7%, soit la moitié du taux de croissance démographique (Afrique Magazine, 2010, p.10).

De ce qui précède, on peut dire que l'exploitation minière, si elle est bien menée, celle-ci peut servir d'impulsion à une croissance durable ; du fait de ses répercussions sur l'emploi, les moyens d'existence et l'économie nationale.

Malgré ce que nous venons de voir en terme d'apport économique et financier de l'uranium pour le Niger, force est de reconnaître que les périodes de prospérité économique du marché uranifère sont très éphémères par rapport à celles de crises qui sont généralement plus longues.

3. Limites de l'impact de l'uranium dans le développement socioéconomique du Niger

Les insuffisances liées à l'exploitation de l'uranium au Niger sont relatives à une augmentation importante des recettes souvent inattendues. C'est ce qui crée une illusion d'abondance, autrement appelée le « paradoxe de la pauvreté dans l'abondance » (Vircoulon, 2009, p.598).

Cette illusion pousse les autorités publiques à augmenter les dépenses de fonctionnement de l'État (notamment à travers le recrutement de nouveaux agents et la revalorisation des salaires), et une période du boom de courte durée. Les dépenses d'investissement ont également tendance à s'accroître de manière imprévue et sans aucune étude préalable de rentabilité (ou en supposant permanent le haut niveau de cours) (Raffinot, 1991, p.20). Ces dépenses nouvelles ne sont pas pour la plupart, facilement réductibles : il est beaucoup plus facile d'accorder des subventions que de les éliminer, d'augmenter les salaires plutôt que de les réduire.

La baisse de la production primaire a entraîné la fermeture de mines et le sous-investissement de celles en exploitation comme ce fut le cas au Niger qui, touché par une récession aiguë dans le secteur de l'uranium en 1983, a abandonné provisoirement le projet de l'exploitation de la Société minière de Tassa N'Tagalgue. Cette situation a eu également des effets néfastes sur l'évolution socioéconomique nationale depuis la fin des années 1970, où l'exploitation de l'uranium a provoqué un surendettement du pays. Cela s'est aussi traduit par

un engagement outrancier de l'État dans des réalisations souvent improductives pour le court terme, absorbant du coup une bonne partie des recettes générées par l'uranium. Jusqu'à la fin de la décennie 1990, il n'est plus la principale ressource financière du Niger à l'exportation, car étant devancé par les réexportations des cigarettes vers le Nigeria, l'Algérie et la Libye. De sorte que les industries extractives qui représentaient 25% du P.I.B en 1980, ont chuté à 3,9 % du PIB en 1993 (Grégoire; 2010, p.41). Également la contribution de l'uranium à la croissance économique du pays était de l'ordre de 0,3 % jusqu'en 1990 (Ali, 2010, p.310).

La valeur de la production de l'uranium de 1971 à la fin de la décennie 2000 était estimée à 2500 milliards de FCFA, mais, entre la vente du minerai, les impôts sur les bénéfiques, les dividendes et autres taxes, seulement 292 milliards sont revenus à l'État nigérien, soit un peu moins de 12% de la valeur de l'uranium exporté par la France (Zobollou, 2013, p.5).

Alors que la découverte de l'uranium au Niger a suscité, à ses débuts un immense espoir pour beaucoup de nigériens qui pensaient que l'exploitation de ce minerai allait contribuer à un développement économique et social du pays. Ce dernier est aujourd'hui classé parmi les pays les plus pauvres au monde, avec un rang de 186^{ème} sur 187 pays en matière d'Indice de développement humain du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) en 2012¹³. Également, plus de 40% des enfants issus du milieu rural sont confrontés à un problème crucial d'accès à l'eau, de malnutrition et près des trois quarts de la population sont analphabètes. En conséquence, l'enjeu du partage équitable des ressources exploitées du sous-sol, a été dans la plupart des pays du Tiers-monde, sources de problèmes. C'est pourquoi, de nombreux analystes ont montré que la présence de ces ressources, notamment dans les pays les plus pauvres, aux institutions étatiques fragiles, n'est pas une garantie de développement, au point qu'est né le concept de « *malédiction des ressources naturelles* ». Le cas du Niger illustre la situation paradoxale des pays en développement, riches en ressources minérales, mais qui ne profitent pas véritablement des retombées de leurs ressources. Au Niger, l'exploitation de l'uranium est également marquée par des conflits qui l'opposent, d'une part, aux puissances occidentales et, d'autre part, à la rébellion touarègue du nord au cours des années 1990.

L'exploitation de l'uranium demande par ailleurs des moyens technologiques et financiers importants. À titre d'exemple, l'investissement consenti par Areva à Imouraren s'élève à 1,2 milliards d'euros, soit 155% du budget du Niger au cours de l'année 2010 (Deltenre, 2012, p.14).

13 www.ejolt.org, Areva's Uranium Mines Ines In Agadez Niger, consulté ce 25/02.2019.

Conclusion

La contribution de l'uranium dans l'économie nationale varie selon les années. Elle dépend non seulement du prix annuel du minerai sur le marché international, mais aussi du type de partenariat qui lie l'entreprise productrice d'uranium à l'État. Au Niger, la contribution de l'uranium dans le budget national était de 40% dans les années 1980 avant de décliner à 5% pendant les années 1990, du fait de la récession qui a touché le marché international du minerai (Kløcker Larsen et Alzouma Mamosso, 2013, p.18). Mais avant même la fin de la décennie 1980, le prix du kilogramme du minerai a connu une importante baisse qui s'est poursuivie jusqu'au début de l'année 1990, soit pendant près de 30 ans (1971-1990) d'exploitation d'uranium, les pouvoirs publics ont été confrontés à de multiples problèmes. Les principaux obstacles à une vraie croissance économique de ce pays constituent essentiellement l'instabilité macro-économique et la fragilité des institutions, ainsi qu'un cadre juridique et réglementaire peu favorable au développement du secteur extractif (Bigo, 2010, p.47). De plus, la situation socioéconomique du pays, est marquée par une instabilité du cadre macro-économique national. Cette instabilité est liée au caractère éphémère des périodes de *Boom* d'uranium étalé sur 5 ans (1975-1980) en 24 ans d'exploitation minière, c'est-à-dire entre 1971 et 1995. Alors que les périodes de non abondance sont longues : 19/24 ans (1971-1975 et 1980-1995). La nature discontinue et instable des périodes de non abondance et d'abondance d'uranium a eu des conséquences fâcheuses sur l'évolution socioéconomique du Niger entre 1971 et 1995.

Sources et Bibliographie

Fiche d'enquête destinée aux anciens Ministres des Mines

N° d'ordre/ date d'interview	Identification				
	noms	prénoms	qualification	âge	poste
1 09/12/2018	Harouna	Mounkeïla	Maîtrise en économie	82 ans	Ministre des Mines du Niger (1976-1981)
2 09/12/2019	Mahaman	Malam Annou	Docteur en économie	75 ans	Ministre des Mines du Niger (1981-1983)

Bibliographie

ADAMOU, Aboubacar. *Agadez et sa Région (contribution à l'étude du Sahel et du Sahara nigériens)*, étude nigérienne n°44, Paris, Copédith, 1979, 358 p.

ADAMOU, Aboubacar. *Entrel'AfriqueausudetaunordduSahara:lavilled'Agadez. Carrefour d'hier et d'aujourd'hui*, 2017, 6 p.

Afrique Magazine (hors-série), *Le Niger à la recherche de nouvelles ressources* Paris, IFRI (Institut Français des Relations internationales), Août 2010, pp : 106-125.

ALI Sani, *Annuaire statistique des 50 ans d'indépendance du Niger*, INS (Institut National de la Statistique), édition spéciale, 2010, 332 p.

AZAM, Jean-Paul. *Le Niger, la pauvreté en période d'ajustement*, Paris, Harmattan, 1993, 222 p.

BIGO, Bernard. « Les matières premières nucléaires » in *Annales des mines n°58-avril* 2010, pp : 41-51.

BAULIN, Jacques. *Conseiller du Président Diori*. - Paris, Ed. Eurafor-, 1986, 191 p.

BOLOUVI, William. *Quel développement pour l'Afrique ?*, Paris, Harmattan, 2007, 309 p.

CHAMARET, Aurélie. *Une démarche Top-Down/Botton-Up pour l'évaluation en termes multicritères et multi-acteurs des projets miniers dans l'optique du développement durable ; application sur les mines d'uranium d'Arlit (Niger)*, thèse de Doctorat en Sciences économiques de l'Université de Versailles, 2007, 367 p.

DELTENRE, Damien. *Gestion des ressources minérales et conflits au Mali et au Niger*, Bruxelles, Louvain, 2012, 231 p.

Etude de ROTAB, étude des références sur les entreprises et le droit de l'Homme : cas des industries extractives au Niger, 2014, 134 p.

FRANCONI, Antoine et JOO, Julien. *Plan minéral de la République du Niger 3^{ème} partie : présentation et analyse des travaux de prospection générale réalisés au Niger jusqu'en 1983, projet Fac n°259/CD/80*, Paris, Sofia paris, 1984, 336 p.

KLØCKER LARSEN, Rasmus and Christiane ALZOUMA MAMOSSO. *Environmental governance of uranium mining in Niger – a blind spot for development cooperation?* Copenhag, Danida, 2013, 54 p.

Le Sahel n°388 du 4 Août 1975.

HAMADOU DAOUDA, Youssoufou. *Dynamique de pauvreté, inégalités et croissance économique en Afrique subsaharienne ; une investigation appliquée au cas du Niger*, thèse de Doctorat en économie, Université Montesquieu- Bordeaux IV, 2011, 283 p.

GRANVAUD, Raphaël. *De l'armée coloniale à l'armée néocoloniale (1830-1990)*, Paris, Agone, 2009, 74 p.

GREGOIRE Emmanuel, « Niger : un État à forte teneur en uranium », in *Hérodote*, n° 142, 2011/3, pp : 206-225.

GREGOIRE, Emmanuel. *Touaregs du Niger*, Paris, Karthala, 2010. 171 p.

GREGOIRE, Emmanuel. *Les Touaregs du Niger : le destin d'un mythe*, Paris, Karthala, 1999, 339 p.

GUICHAOUA, Yvan et Mathieu, PELLERIN. *Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali*, Paris, Institut Français des Relations Internationales (IFRI) et Institut des Recherches Stratégiques de l'École Militaire (IRSEM), 2017, 119 p.

KOUTOUDI, Idimama. *La problématique du développement économique au Niger*, Université du Benin, institut supérieur de presse de l'entente (I.S.P.E), Mémoire de maîtrise, 1983, 127 p.

MAHAMAN, Mansour Sani. "Le syndrome hollandais", impact de l'exploitation de l'uranium sur la production agricole au Niger, Mémoire de Maîtrise, Université de Niamey, 1999, 55 p.

MINVIELLE Jean-Paul, *La question énergétique au Sahel*, Paris, Karthala et IRD, 2000, 165 p.

MURGUE Bernard, « L'uranium devient le premier produit d'exportation », in *Les échanges commerciaux*, 1976, pp : 48-54 p.

RAFFINOT Mark, *Dette extérieure et ajustement structurel*, EDICEF, economica, 1991, 238 p.

TALBA, Aly. *La Politique Internationale de la République du Niger : 1958-1974*, Bordeaux I, Université, 1990, 209 p.

TATON, Robert. « Le programme triennal (1976-1978) », in *18ème anniversaire de l'indépendance du Niger*; Niamey, ONEP, 1978, pp : 24-28.

TINGUIRI, Kiari Liman. « Crise économique et ajustement structurel (1982-1988) », in

Ajustement, 2007, pp : 76-86.

VIRCOULON, Thierry, PELERIN Mathieu et SYRIL Musila. *Développement : Qu'avons-nous ?* Paris, Afrique Magazine hors-série, 2010 : 20 p.

VIRCOULON, Thierry. « Matières premières, régulations internationales et Etats rentiers » » in *International*, n°4105, 2009, pp: 593-604.

YACHIR, Fayçal. *Enjeux miniers en Afrique*, Paris, Karthala, 1987,180 p.

ZOBOLLOU, Herman. « Matières premières et conflits armés : quelles perspectives pour l'Afrique ? », in *Info Aprica* n°001 du 16-01-2013, pp : 3-5.

Sahel Hebdo. N° Spécial 3 Août 1978, 29 p.

www.ejolt.org, *Areva's Uranium Mines Ines In Agadez Niger*, consulté ce 25/02.2019.